

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 26/3 (1999)

DOI: 10.11588/fr.1999.3.47739

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ALYA AGLAN

LE MOUVEMENT LIBÉRATION-NORD: SYNDICALISTES ET SOCIALISTES DANS LA RÉSISTANCE

»Entre les communistes et nous, il n'y a rien.« Cette célèbre boutade gaulliste, généralement attribuée à André Malraux, s'inscrit dans un contexte politique déterminé. Elle n'en a pas moins orienté pendant longtemps l'approche historique de la Résistance. Ce n'est qu'à une époque relativement récente que toute la diversité foisonnante des engagements individuels et collectifs, attestée d'abord par les témoignages des acteurs eux-mêmes, a progressivement retenu l'attention des historiens. Or, plus encore que l'histoire des différents groupements et réseaux clandestins, celle du mouvement de résistance Libération-Nord vient démentir la prétention des uns et des autres à incarner la Résistance tout entière. Systématiquement sous-estimée, voire contestée, la résistance des socialistes et des syndicalistes chrétiens reste moins bien connue que celle des gaullistes et des communistes, dont le bras de fer, en se prolongeant après la Libération, a largement contribué à oblitérer la mémoire des partis pris qui ne se confondaient pas avec le leur. Parce qu'ils ont opté pour d'autres formes de combat, refusant de limiter leurs initiatives au renseignement militaire et à l'usage de la violence, syndicalistes chrétiens et socialistes ont vu leurs actions clandestines dénigrées et, le plus souvent, taxées d'attentistes. Libération-Nord est pourtant l'un des plus puissants mouvements de résistance en zone occupée. Outre le fait de combler une lacune historiographique, son étude est intéressante à plus d'un titre. Du point de vue idéologique, Libération-Nord réalise l'union de trois courants qui avant-guerre paraissaient inconciliables. Sur le plan de son organisation, il parvient, après avoir dès 1942 établi le contact avec Londres, à allier en son sein, de manière essentiellement démocratique, toutes les formes d'action susceptibles de nuire à l'ennemi, englobant dans une vaste structure, à la fois cohérente et souple, plusieurs réseaux de renseignement travaillant en liaison directe avec le BCRA, le Deuxième Bureau de la France libre. Il donne ainsi à voir, de manière exemplaire, ce que fut un mouvement de résistance indépendant, animé par un idéal social et une réflexion politiques propres, générateurs d'une identité irréductible.

La convergence de trois militantismes: confédéré, chrétien et socialiste

A l'origine du Mouvement Libération-Nord, se trouve une série d'initiatives individuelles convergentes émanant des personnalités du monde syndical d'avant-guerre qui refusent de suivre la voie de la collaboration avec le régime de Vichy et avec l'occupant. Christian Pineau décrit la Résistance à ses débuts comme un phénomène où se cristallisent à la fois la répulsion provoquée par l'occupation du sol national et la foi irraisonnée en la victoire finale du camp des Alliés et de la Démocratie. Les prises de position de chacun selon sa propre conscience expliquent pourquoi, dans les engagements des premiers résistants, ne rejouent guère de manière significative les clivages idéologiques d'avant-guerre. Parmi les syndicalistes qui signent le Manifeste des douze et qui constitueront les premiers cadres du Mouvement Libération-Nord, l'absence des communistes apparaît être le seul facteur d'unité politique du groupe, qui parvient à rassembler les courants confédérés et chrétiens, anciennement adversaires.

Rendu public le 15 novembre 1940 – quelques jours après le décret du 9 novembre qui porte dissolution des centrales syndicales – le texte du Manifeste des douze fait date à la fois dans l'histoire du syndicalisme français, pendant la période de la guerre, et dans l'histoire de Libération-Nord, pour lequel il symbolise un commencement. Rédigé par Christian Pineau et Robert Lacoste, il engage ses signataires et ceux qui l'approuvent dans la voie de la résistance aux directives corporatistes de Vichy. En réaffirmant les principes intangibles de liberté et d'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des gouvernements – dans la continuité historique des traditions syndicales – tout en proclamant la nécessité de s'adapter aux circonstances, le Manifeste s'inscrit d'emblée sur le terrain de la lutte politique. Rallier le plus grand nombre possible d'opposants au régime ainsi qu'à toute forme de fascisme est l'objectif premier qui implique le dépassement des clivages du champ syndicaliste d'avant-guerre. Entre la nécessité de faire acte de « présence » et celle de dénoncer les menaces de disparition du syndicalisme libre, le texte du Manifeste doit tenir la position médiane. Plaçant le respect de l'homme au centre de ses préoccupations, il fonde un véritable humanisme résistant en affirmant :

» En aucun cas, sous aucun prétexte et sous aucune forme, le syndicalisme français ne peut admettre entre les personnes de distinctions fondées sur la *Race*, la *Religion*, la *Naissance*, les *Opinions* ou l'*Argent*. Chaque personne humaine est également respectable. Elle a le droit à son libre et complet épanouissement dans toute la mesure où celui-ci ne s'oppose pas à l'intérêt de la collectivité. Le syndicalisme français ne peut admettre en particulier :

- l'antisémitisme,
- les persécutions religieuses,
- les délits d'opinions,
- les privilèges de l'argent.

Il réproouve en outre tout régime qui fait de l'homme une machine inconsciente, incapable de pensée et d'action personnelles¹.

Parmi les personnalités signataires du document, se retrouvent plusieurs générations, plusieurs tendances et sensibilités politiques du mouvement syndical qui constituent le terreau sur lequel viendra s'implanter Libération-Nord. Le groupe des aînés rassemble Jules Zirnheld (1876–1940), fondateur et chef historique de la CFTC depuis 1919, Victor Vandeputte (1875–1961), vieux militant socialiste et syndicaliste, secrétaire de la Fédération Nationale du Textile CGT de 1920 à 1937, membre de l'équipe du journal *Syndicats*, Pierre Neumeyer (1878–1960), secrétaire général adjoint de la Fédération Nationale des Fonctionnaires, proche de Léon Blum et Eugène Jaccoud (né en 1879), militant socialiste, trésorier de la Fédération Nationale des Transports de la CGT et membre de l'équipe de *Syndicats*. La seconde génération se compose de Gaston Tessier (1887–1969), dirigeant de la CFTC et éminent défenseur de la doctrine sociale du catholicisme, d'Oreste Capocci (1888–1950), socialiste, secrétaire général de la Fédération des Employés de la CGT et partisan de la tendance *Syndicats*, et de François Chevalme (1888–1952), secrétaire de la puissante Fédération des Métaux qui assure la liaison avec Léon Jouhaux. Une troisième génération, celle des cadets, réunit la jeune garde syndicaliste qui rassemble les véritables initiateurs du Manifeste : Christian Pineau (1904–1995), secrétaire adjoint de la Fédération Confédérée des Employés de Banque et secrétaire du conseil économique de la CGT, appartenant à la tendance *Syndicats*, Robert Lacoste (né en 1898), secrétaire adjoint de la Fédération Générale des Fonctionnaires de la CGT, Louis Saillant (1910–1974), secrétaire de la Fédération du Bois et membre de la Commission administrative de la CGT, Albert Gazier (1908–1997), militant socialiste et secrétaire général de la Chambre syndicale des Employés de la Région Parisienne CGT, et Maurice Bouladoux (1907–1977), secrétaire général adjoint de la CFTC

1 Extrait du Manifeste des douze, Christian PINEAU, *La simple vérité*, Paris (Phalanx) 1983, p. 593–601.

et président des Jeunesses Syndicales Chrétiennes pour la Région parisienne. Si trois générations de syndicalistes chrétiens assurent, dans la continuité, la représentation de la CFTC, celle-ci, tout comme la CGT, n'est pas entièrement présente, puisque de nombreuses fédérations se sont ralliées à la ligne défendue par René Belin². Le lien entre socialisme et syndicalisme, inscrit dès l'origine dans l'histoire du Mouvement Libération-Nord, marque l'un des traits originaux de la résistance qui se met en place à l'automne 1940. De même l'alliance entre Confédérés et Chrétiens dans l'opposition au régime, rendue possible par l'exclusion des unitaires, figure un rapprochement³ sans précédent qui confère au Mouvement une force politique indéniable.

La diffusion de ce Manifeste, des bulletins et études éditées par le Comité d'Etudes Economiques et Syndicales mis en place à la suite de cette première initiative, puis du journal clandestin Libération – dont le premier numéro est daté du 1^{er} décembre 1940 – permettent de sonder les filières qui serviront au recrutement et à l'extension des débuts du Mouvement Libération-Nord. Pour l'heure, le Comité d'Etudes Economiques et Syndicales engage la lutte en persévérant dans la pratique du double sens inaugurée par le Manifeste. Réuni chaque semaine rue de Verneuil, au domicile de Christian Pineau, le groupe mène une réflexion sur divers sujets concernant la vie économique et sociale du pays, édite des enquêtes officielles tout en prospectant, à la recherche d'appuis en province parmi les cadres départementaux des anciennes centrales syndicales⁴. Il couvre d'une façade légale l'édition clandestine du journal Libération, diffusé de manière parallèle. »Ce qui nous amena, indique a posteriori Christian Pineau, Robert Lacoste et moi, à penser que la résistance pourrait se grouper autour des deux grandes centrales ouvrières, la CGT et la CFTC, c'est l'avantage de leur double structure, verticale et horizontale. Les fédérations d'industrie d'un côté, les unions départementales de l'autre, avaient les moyens de toucher leurs adhérents dans toute la France ... Ainsi naquit notre Mouvement, par une substitution progressive d'une organisation de Résistance au Comité d'Etudes Economiques et Syndicales«⁵. Cependant l'apport des filières syndicalistes CGT et CFTC ainsi que celui de l'ancienne SFIO, s'il est essentiel à la constitution du Mouvement, n'en demeure pas moins l'émanation de multiples choix individuels qui n'engagent pas les organisations-mère dans leur ensemble. Celles-ci ne sont pas à l'origine des initiatives de rassemblement des tendances au sein de Libération-Nord, préoccupées avant tout d'assurer, dans un premier temps, leur propre survie. Aussi l'émergence de Libération-Nord de la confluence de ces trois courants militants se distingue absolument des efforts parallèles de reconstitution des syndicats et partis ébranlés par la défaite. Le Mouvement se présente avant tout comme une force synchrétique potentielle plutôt que comme une alliance négociée, la cooptation – amicale, fami-

2 Né en 1898, René Belin appartient à la même génération que Robert Lacoste. Agent des P.T.T. à l'origine, il devient secrétaire de la CGT de septembre 1933 à mai 1940 où il apparaît un temps être le dauphin de Léon Jouhaux. Dirigeant de la tendance anticomuniste Syndicat, il accepte de devenir ministre de la Production industrielle et du Travail du gouvernement de Vichy, du 14 juillet 1940 au 23 février 1941, puis secrétaire d'Etat au Travail jusqu'au 18 avril 1942. Ces fonctions puis la promulgation, en octobre 1941, de la Charte du Travail le placent en totale rupture avec ses amis dont Christian Pineau. Réfugié en Suisse entre 1947 et 1949, il est jugé après la guerre mais non condamné.

3 Ce sont les confédérés qui tendent la main en adoptant certaines des grandes idées défendues par les syndicats chrétiens avant la guerre, concernant notamment le respect de la personne humaine et la défense de la liberté syndicale.

4 Parmi les plus fidèles soutiens du Comité figurent Auguste Peneau en Loire-Inférieure, M. Marcelot dans la Nièvre, E. Chéreau en Ille-et-Vilaine, d'Hardivilliers dans l'Oise, Allard en Charente-Maritime, Théo Hamon dans les Côtes-du-Nord et Pierre Giblin dans l'Yonne.

5 Cf. Christian PINEAU, *Vie et mort des Français 1939-1945*, Paris (Hachette) 1971 p. 298.

liale, politique et/ou professionnelle – entre individus étant essentielle pour guider le choix des premières recrues. Le jeu des affinités syndicales et politiques, au sens large, préside, de manière déterminante, aux destinées du Mouvement. Cette « communion d'idées » qu'évoque Léon Jouhaux⁶ recouvre une véritable convergence d'aspirations et d'actions, qui demeure portée par la logique interne de toute une série d'engagements individuels, qui trouvent leur expression adéquate dans une forme collective d'organisation clandestine.

Le Mouvement: structures, actions, implantation

L'ensemble qui se structure peu à peu sous le nom de Libération-Nord pratique, jusqu'aux premiers contacts avec la France libre au début de l'année 1942, plusieurs formes d'actions dominées par la propagande diffusée au moyen de la feuille clandestine rédigée par Christian Pineau seul. Libération sert de vecteur de regroupement et d'organisation d'une résistance qui cherche ses formes d'action propre et qui, bien qu'encore dépourvue de moyens, s'inscrit dans une stratégie à long terme. Tout en menant une lutte intellectuelle et morale contre les Allemands et leurs serviteurs, le journal – qui s'apparente au tract ronéotypé – développe un discours performatif à usage interne, destiné aux éventuels lecteurs, faisant exister par le verbe, de manière anticipée, l'organisation à peine naissante afin d'attirer les énergies qui contribueront elles-mêmes à l'extension de Libération-Nord. Les thèmes abordés dans les colonnes du journal laissent transparaître une nette volonté de rallier le plus grand nombre possible de personnes sans restriction d'ordre politique ou idéologique, sur la base d'une fraternité démocratique placées sous des idéaux universels. A travers les séries d'articles, la dénonciation des crimes de la collaboration et l'exaltation des valeurs de solidarité envers les autres résistants, combattants et, de manière plus vaste, envers toutes les catégories de personnes victimes de la répression constituent les thèmes les plus récurrents. Seule la spécificité de la persécution des Juifs échappe totalement à la compréhension des rédacteurs du journal, qui vont jusqu'à s'interroger sur l'intérêt que peut avoir Hitler à les poursuivre. « On s'épuise à chercher quel profit Hitler peut tirer de toute cette horreur », lit-on dans le numéro du 24 juillet 1942, après la rafle du Vel d'Hiv. Gaston Tessier, dans un texte intitulé « L'odieux antisémitisme! », qui dénonce de son côté les exactions de Vichy à l'encontre des Juifs, assimile ces persécutions aux problèmes soulevés avant la guerre par ce qui était désigné sous le vocable de « question juive »⁷ – évoquant, en termes administratifs, la naturalisation des Juifs étrangers – et faisant par ailleurs preuve de la plus grande perplexité face au phénomène.

Activité centrale et organe de publicité pour le Mouvement à ses débuts, le journal voit peu à peu son rôle se transformer pour devenir le miroir de la pensée et le laboratoire de la stratégie de Libération-Nord. A travers ses feuilles, Libération – tout comme les autres mouvements de résistance – donne sa propre vision du monde et expose les projets de société à construire au lendemain du conflit. Contrairement à l'Organisation Civile et Militaire (OCM), puissant homologue de zone Nord, qui asseoit ses ambitions politiques d'après-guerre sur le caractère technique de son organisation, pour Libération-Nord, la légitimité à tenir le rôle de conseiller du Prince semble a priori acquise par l'essence même du Mouvement, indépendamment des formes d'actions engagées en vue de la libération du territoire. Cette légitimité indiscutable revendiquée par Libération-Nord tire ses origines

6 Léon Jouhaux écrit, le 12 juillet 1940 de Toulouse, à Gaston Tessier qui souhaitait le rencontrer pour discuter de la défense des intérêts ouvriers: « Il faut nous contenter de nous savoir en communion d'idées » (cité par J. DUQUESNE, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris [Grasset] 1986, p. 217).

7 Cf. « L'odieux antisémitisme », signé Jean Delarc (Gaston Tessier), *Libération*, 29 mai 1942.

non seulement des engagements individuels d'avant-guerre de ses principaux cadres, mais également d'une propension à commenter les événements, à dénoncer les attitudes jugées fautives, en un mot à s'ériger en gardien de la morale républicaine tout en brossant les grandes lignes de la France à réinventer. Aussi, dès 1943, se trouve menée dans ses colonnes, une intense réflexion concernant les instances administratives nouvelles, les partis politiques qui se mettront en place à la Libération et les modalités de rétablissement de la légalité républicaine.

De manière parallèle, le Mouvement se structure à Paris et en Province au gré des contacts établis entre les membres du comité directeur, réuni en décembre 1941, et les anciens militants et fidèles amis socialistes ou syndicalistes.

La prospection emprunte essentiellement quatre directions: parmi les militants des deux centrales CGT et CFTC, puis parmi les militants socialistes et dans la Franc-maçonnerie. Grâce à la façade légale que procure le Comité d'Etudes Economiques et Syndicales, Gaston Tessier et Maurice Bouladoux pour la CFTC, Albert Gazier et Louis Saillant pour la CGT et Henri Ribière pour le parti socialiste, mènent une intense activité de recrutement dans les départements provinciaux pour Libération-Nord. L'organisation du Mouvement, est, dès le départ, redevable au rejeu des structures de l'ancienne SFIO et de la CGT récemment dissoute. Louis Saillant et Henri Ribière apparaissent, à travers les documents et témoignages conservés qui forment aujourd'hui la mémoire du Mouvement, être les deux personnages-clés, associés dans l'ébauche de la première implantation de Libération en zone Nord. Christian Pineau, Jean Cavallès et Jean Gosset réalisent une nouvelle extension du Mouvement dans les départements quand il s'agira de constituer, à la demande de Londres, les réseaux de renseignements, Cohors en zone Nord et Phalanx en zone Sud.

La filière maçonnique est la moins bien connue, faute d'archives accessibles, même si les liens entre le Mouvement et la Franc-Maçonnerie sont avérés. A titre individuel, plusieurs frères s'engagent dans la Résistance sous l'égide de Libération-Nord: Raoul Leprettre, de la loge de La Fidélité Normande, Robert Belvaux et Louis Marsay, de la loge Unité-Solidarité, Léon Gontier, Vénérable de la loge *Picardie*, Jean Goubert, Vénérable de la loge de Cherbourg, René Schmitt, de la loge L'Humanité figurent parmi les responsables du Mouvement dont l'appartenance à la Franc-Maçonnerie est connue. Au sommet des organisations, des contacts sont établis entre Libération-Nord et le réseau maçon Patriam recuperare. Henri Ribière participe à la réunion de décembre 1942, à l'initiative du frère Kirchmeyer, qui fonde la Ligue, formée du Comité d'action maçonnique et du Cercle⁸. Malgré l'exaltation d'un idéal fraternel, la Franc-Maçonnerie à elle seule, comme les autres fidélités politiques, sociales ou religieuses, ne suffit pas à éclairer des engagements, qui sont avant tout des choix individuels, que traversent, en les renforçant, d'autres formes de solidarité, souvent familiales ou professionnelles. Comme en témoigne le frère Priou-Valjean, la cooptation, fondée sur la confiance et l'amitié, reste le vecteur privilégié du recrutement dans la Résistance. A Libération-Nord, les fidélités entre frères maçons viennent se superposer, en les vitalisant, à d'autres formes de connivence, au sens large du terme.

Le mode de rattachement au Mouvement des groupes provinciaux suit globalement trois variantes: soit le groupe est créé à la demande de Saillant ou de Ribière dans les structures préexistantes de la SFIO ou de la CGT, via notamment les caisses d'Assurances sociales «Le Travail», soit le groupe, formé spontanément, est rapidement rattaché au Mouvement et se développe au sein de celui-ci, soit, enfin, le groupe intégré au Mouvement est la résultante d'une convergence d'actions parallèles mais dispersées, que Libération-Nord prend soin de canaliser en proposant – ou en rendant évidente – sa tutelle. C'est précisément par cette

8 Le Cercle rassemble les intellectuels francs-maçons dans la Résistance.



Libération-Nord: origines de l'implantation du Mouvement. Principaux contacts à l'origine des groupes.

capacité à prendre en charge les groupes locaux – dont la diversité est telle qu'aucun n'emprunte un schéma préétabli ou une configuration qui ne lui serait pas singulière – que le Mouvement se définit comme une structure politique, large et accueillante, non autoritaire dans la mesure où elle laisse survivre ses groupes avec un grand degré d'autonomie. Cette liberté dans le choix des formes et dans l'expression de l'engagement est démontrée par la grande variété des activités entreprises par les groupes régionaux sous l'égide de Libération-Nord qui, en définitive, apparaît comme un Mouvement qui pratique – à l'échelle locale comme à l'échelle nationale – toutes les formes de résistances possibles durant la période de l'occupation: propagande; renseignements militaires, économiques et politiques; lutte contre le Service de Travail Obligatoire (STO); lutte contre la répression; fabrication de faux papiers; hébergement et organisation de filières d'évasion d'aviateurs alliés; action directe et sabotages; lutte armée et maquis, etc. Si, à certains moments, l'accent est mis sur telle ou telle forme d'action, aucune n'est exclusive ni d'un groupe, ni d'une région, même si les opérations militaires prennent de plus en plus d'importance à l'approche de la Libération et déterminent une spécialisation de quelques groupes.

Londres, 1942

Une nécessité s'impose très tôt, celle du contact avec Londres, en dehors duquel toute initiative reste isolée et vouée à l'échec. Pierre Brossolette permet de traduire dans les faits les relations souhaitées avec Londres. En janvier 1942, Christian Pineau rencontre celui-ci dans sa petite librairie de la rue de la Pompe.

»Dans ce sous-sol garni de livres, nous avons échangé nos préoccupations. Elles tournaient toutes autour d'une même idée: établir les contacts entre la France Libre, à Londres, et la Résistance intérieure française. Le problème était devenu urgent. De notre côté nous ignorions tout de ce qu'attendaient de nous les Alliés, nous ne recevions pas de directives. Si notre action n'était pas négligeable dans la mesure où elle entretenait l'opposition à l'occupant et au gouvernement de Vichy, elle ne comportait pas, compte tenu des dangers courus ... toute l'efficacité souhaitable. Nous voulions un chef et nous étions prêts à reconnaître pour tel le général de Gaulle, mais nous n'entendions pas nous ranger sous sa bannière sans avoir au moins pris contact avec lui«⁹.

Rémy et la Confrérie-Notre-Dame prennent en charge l'organisation matérielle du voyage qui est fixé pour la lune de mars 1942. Auparavant, parmi les membres du comité directeur de Libération-Nord consultés, les syndicalistes – Charles Laurent, Pierre Neumeyer et Louis Saillant – sont sur la réserve, craignant la mainmise londonienne sur le Mouvement: »Notre résistance, nous l'avons choisie et organisée nous-mêmes; nous ne voulions pas nous la laisser confisquer« exprime très justement Christian Pineau¹⁰. Les options politiques du Général, insuffisamment explicitées, figurent également parmi les motifs des réticences qui se manifestent. Si bien que Christian Pineau, mandaté par ses camarades, doit rendre compte à ces derniers des conversations avec le Général avant d'engager le Mouvement dans une quelconque collaboration avec Londres. D'autres organisations de résistance comme Combat et Libération-Sud le chargent également d'obtenir du Général des prises de positions politiques clairement en faveur de la Démocratie et des perspectives pour l'avenir clairement en rupture avec celles tracées par Vichy. Pour la Résistance métropolitaine, la lutte contre l'occupant se double d'une lutte contre le fascisme, à l'extérieur comme à l'intérieur du pays. Finalement, Christian Pineau part à Londres en tant que mandataire des mouvements Libération-Nord, Libération-Sud et de la CGT.

9 Cf. PINEAU (voir n. 1) p. 126-127.

10 Cf. PINEAU (voir n. 5) p. 303-304.

L'arrivée à Londres, le 26 mars, de Christian Pineau marque la première rencontre entre l'un des chefs de la Résistance intérieure et les services londoniens du BCRA d'une part, le chef de la France libre, d'autre part. Sur un double plan, les conversations s'engagent. Tandis que les contacts politiques sont pris avec le Général de Gaulle et André Diethelm, les aspects techniques et militaires de la Résistance sont abordés avec Passy et Manuel. Dès le 9 avril, la mission Phalanx est en préparation, l'organisation du réseau – centrale, agences régionales, budget, courriers, personnalités qui en feraient partie – ébauchée sur le papier, d'après les documents du BCRA. Formé au codage et au décodage de messages radio, Christian Pineau devient Francis, chef du réseau de renseignements industriels, économiques et politiques Phalanx, antenne explorant les capacités de Libération-Nord en matière d'espionnage pour Londres. Il confiera à Jean Cavallès la mission d'organiser le réseau en zone occupée, qui prendra bientôt le nom de Cohors. L'objectif initial du voyage à Londres s'en trouve sensiblement modifié.

La rencontre avec le Général de Gaulle demeure cependant au centre de ce séjour. Celle-ci scelle, sur le plan symbolique, un pacte, une allégeance, dont la portée dépasse la précocité de l'engagement de Christian Pineau, confortant son autorité personnelle de chef de la Résistance. Mais lorsque celui-ci réclame au Général un message adressé à l'ensemble de la Résistance, le malentendu qui apparaît aussitôt est emblématique d'une divergence radicale de points de vue entre Londres et les résistants de l'intérieur. La conception gaullienne de la Résistance est hiérarchique et militaire, tandis que pour les syndicalistes et les socialistes de Libération-Nord que représente Christian Pineau à Londres, la Résistance se confond avec la défense des libertés contre toutes les formes d'oppression et ne saurait exister sans une entière autonomie de principe des organisations combattantes. »Sa conception du mot ›France‹ est militaire«, dira Christian Pineau. »Nous voyons le problème sous l'angle de la Liberté; il l'envisage du point de vue de l'Histoire«¹¹. C'est pourquoi la rédaction du manifeste, véritable message programmatique du Général, donne lieu à de laborieuses tractations auxquelles participent Henri Hauck et Adrien Tixier. »Dites simplement à ces ›braves gens‹ (sic) que je ne les trahirai pas« répond le Général de Gaulle à Christian Pineau qui lui demande un message spécialement destiné aux syndicalistes. Enjeu primordial de ce premier voyage à Londres, le manifeste du Général de Gaulle dans sa dernière version, s'il confère au militaire la stature et la légitimité politiques qui lui permettront de prendre la tête du pays libéré, demeure néanmoins, malgré les efforts déployés, décevant pour Christian Pineau et ses camarades. Insistant sur la spécificité de la lutte et des intérêts syndicalistes, ceux-ci préfèrent conserver l'autonomie des organisations de résistance et refusent de se placer sous les ordres de de Gaulle, tout en se ralliant officiellement au symbole que représente le Général dont le manifeste est largement diffusé dans la presse clandestine¹².

Qui est le chef de Libération-Nord?

Répercussion inattendue de ce premier voyage à Londres sur la vie interne du Mouvement, Christian Pineau, froidement reçu par ses camarades à son retour, cesse d'être le chef de Libération-Nord et, recherché par la police, part en zone Sud organiser son réseau de renseignement pour le BCRA. Henri Ribière lui succède alors mais il semble que son autorité, insuffisamment assise sur les différentes tendances du Mouvement, est tellement incertaine que Londres considère, au mois de juin 1942, la désorganisation de Libération-Nord comme équivalant à une mise en sommeil. Chaque composante, cégétiste, chrétienne et

11 Cf. PINEAU (voir n. 1) p. 159.

12 Libération claironne littéralement son ralliement au Général en publiant le message dans un numéro spécial daté du 12 juin 1942.

socialiste mène en effet, à la manière de forces centrifuges, ses propres activités parallèles sans véritablement agir en union avec les autres. Fait troublant dans ce contexte, Jean Cavaillès qui se rend à Londres au mois de février 1943, déclare être le «vrai» chef de Libération Z.O. Contrairement aux autres mouvements de résistance, à la tête desquels se trouve un chef unique, Libération-Nord ne s'identifie pas clairement au charisme d'un seul homme, reconnu de tous. Si Christian Pineau fait figure de chef historique et de fondateur du Mouvement, il ne dispose jamais d'une réelle liberté de décision et doit sans cesse composer avec les syndicalistes des deux tendances et les socialistes du Comité directeur. Aussi, aucune véritable hiérarchie n'est décelable, à la tête – comme à la base – du mouvement, chaque composante menant, à chaque instant, l'action qu'elle juge prioritaire. Sans contours précis, la direction de Libération-Nord reste soumise aux fluctuations engendrées par l'évolution des rapports de force en son sein. En ce sens, le fonctionnement du Mouvement, à direction collégiale, est réellement démocratique. En définitive, deux hypothèses sont de nature à concilier les informations contradictoires à présent disponibles. Si Henri Ribière est bien le successeur désigné par Christian Pineau avant son départ contraint pour la zone Sud, Jean Cavaillès semble avoir – aux yeux de Londres – effectivement assumé la direction du mouvement, entre fin décembre 1942 et juillet 1943, assisté de Jean Texcier pour le journal, de Jean Gosset pour le réseau Cohors et pour la constitution de l'Armée secrète, et de Jacques Brunschwig-Bordier pour les affaires politiques. Celui-ci assure la fonction par intérim, entre février et début avril 1943, pendant le séjour de Cavaillès à Londres. Peut-être ce dernier compte-t-il obtenir de Londres la confirmation de la fonction qu'il exerce de facto et, par là-même, le moyen de surmonter les rivalités qui existent au sein du Comité directeur en imposant son autorité grâce à cet appui. Une seconde hypothèse, non sans rapport avec la précédente, peut être envisagée. Entre avril 1942 et juillet 1943, la direction du mouvement se serait trouvée scindée en deux: la direction et surtout la prospection politique auraient été assurées par Henri Ribière, la direction des activités de renseignement et d'action immédiate par Jean Cavaillès et ses amis. Il en ressort néanmoins qu'avec trop ou pas assez de chefs, Libération-Nord ne se présente pas, à cette époque, comme un mouvement solidement structuré autour d'un noyau homogène mais bien plutôt comme l'expression d'une conjonction d'intérêts, dont la diversité et la mobilité font à la fois la richesse et la faiblesse.

Londres, 1943

La nécessité pour Christian Pineau d'entreprendre un second voyage à Londres au cours de cette même année 1942 semble – à première vue – motivée par les difficultés de transmission. D'abord prévu pour la fin du mois d'août 1942, une série d'incidents¹³ oblige à repousser celui-ci au début de l'année 1943. Christian Pineau arrive à Londres le 14 janvier. Bien plus que le problème des transmissions, celui des attributions de chacun et les rivalités qui en découlent se pose avec acuité. »En sortant de prison et en arrivant à Lyon«, écrit Christian Pineau dans l'un de ses rapports politiques, »je me suis trouvé en présence de la décision prise à Londres, créant le Comité de coordination, sous la présidence de Rex (Jean Moulin). J'ai compris qu'en principe cette solution mettait fin au mandat politique qui m'avait été donné au mois d'avril et qu'il devenait nécessaire pour moi de recevoir, sur ce plan, de nou-

13 La première opération aérienne (31 août 1942) échoue car le Lysander brise son train d'atterrissage sur un fossé de la piste. Puis, quelques jours plus tard, une opération maritime est mise sur pied, sur une plage près de Narbonne. Jean Cavaillès et Christian Pineau, n'ayant pas réussi à s'embarquer sont arrêtés par les gendarmes le 6 septembre 1942. A la lune de décembre 1942, des intempéries empêchent tout atterrissage.

velles instructions. Rex considérait en effet, que j'étais chargé seulement du réseau de renseignements et qu'il ne m'appartenait plus de prendre des contacts politiques¹⁴. Une motivation supplémentaire à ce voyage est éclairée par un rapport de Jean Moulin, extrait du courrier de la mission Rex du 14 décembre 1942:

»Francis m'a déclaré qu'il avait l'intention de vous demander de le décharger de sa mission de renseignement. Il tient en effet à reprendre sa liberté pour s'occuper en Z.O. de questions politiques et paramilitaires et plus précisément de reprendre la tête du mouvement Libération Z.O. qui est tombé assez bas¹⁵.

Il m'apparaît une fois de plus indispensable que les tâches de chacun doivent être strictement précisées. Si Francis ou tel autre doit prendre la tête d'un mouvement politique, il est nécessaire qu'on lui rende toute sa liberté. Rien de plus néfaste, en effet, que ces agents ›JAMES-BIFRONS‹ (Janus bi-front) qui parlent une fois au nom du général de Gaulle et une autre fois au nom de leurs troupes¹⁶.

Canaliser l'activité de Christian Pineau est bien en effet la ligne directrice de la rédaction, laborieuse¹⁷, du second ordre de mission, signé 15 mars 1943. A la suite de la réunion du 6 février 1943 qui rassemble Francis, Philip, Manuel et Bingen, un projet de télégramme destiné à Rex permet de connaître le point de départ de la discussion:

»Envisageons prochaine mission Francis comme suit :

primo, renseignements: il reprend direction son réseau.

secondo, action: il est placé sous vos ordres, je dis sous vos ordres, ce qu'il accepte stop.

Francis voudrait aussi poste votre adjoint permanent pour action syndicale, agricole et ouvrière deux zones stop.

Suggérons qu'il soit chargé en permanence questions agricoles techniques et à votre discrétion de contacts syndicaux agricoles et ouvriers stop.

Vous prions câbler votre avis qui guidera notre décision stop pour votre édification précisons primo, Francis était justifié prétendre avoir reçu mission action politique ignorée du BCRA par ancien manque coordination Londres.

secondo, Francis compte réserver indépendance ses activités Libération.

tertio, incidences dans domaines action et politique du poste d'adjoint sont à peser par vous¹⁸.

A partir de cette première ébauche synthétisée, une lecture en palimpseste des états successifs de la rédaction de l'ordre de mission du 15 mars 1943 met en évidence la restriction graduelle du champ de la mission, qui perd progressivement tout contenu politique pour revêtir un aspect strictement technique. Si Jean Moulin accepte les deux premiers volets de celle-ci, il refuse en revanche de laisser Christian Pineau reprendre ses responsabilités, dont les

14 Extrait du rapport politique de Francis, non daté mais qui semble avoir été rédigé à son arrivée à Londres au mois de janvier 1943 (Archives nationales, BCRA 387).

15 Ceci est confirmé par un autre rapport politique de Christian Pineau, non daté mais qui arrive à Londres le 15 janvier 1943, c'est-à-dire en même temps que lui. »Avec l'accord du Général«, dit-il, »je compte m'établir à Paris, travailler à la reconstitution de Libération Z.O. à laquelle Mistral (Henri Ribière) a donné une impulsion nouvelle et qui fusionne avec la Voix du Nord et en partie avec Libération Z.L. Je ... (illisible) en outre m'occuper du Comité d'étude pour la liberté et travailler avec mes amis à la réalisation du Comité national«.

16 Extrait du courrier de Rex, 14 décembre 1942, arrivé à Londres le 28 janvier 1943 (Archives nationales, BCRA 181).

17 La rédaction du second ordre de mission s'étend du 6 février au 15 mars, d'après les documents disponibles.

18 Extrait du projet de télégramme à Rex, signé Bingen, Londres, 8 février 1943 (Archives nationales, B.C.R.A. 181).

implications seraient trop marquées sur le plan politique, à la tête de Libération-Nord et du Mouvement Ouvrier Français (MOF), dont il fut pourtant l'un des initiateurs. Situation paradoxale, comme chef de réseau de la France libre, chargé d'une mission agricole dont le caractère est purement technique, il doit renoncer à toute activité politique d'envergure dans le milieu syndical résistant où il bénéficie pourtant de solides et anciennes attaches personnelles. Aussi faut-il se poser la question de savoir pourquoi les contacts de Christian Pineau dans le milieu syndicaliste sont-ils jugés non souhaitables, voire dangereux par Jean Moulin? Craint-on, à Londres, qu'il ne nourrisse des desseins politiques personnels? Une chose est certaine: pour Londres, Christian Pineau doit être placé sous un étroit contrôle afin qu'aucune initiative politique ne puisse être prise par le chef de Phalanx. Il doit devenir un fidèle exécutant des missions qui lui sont confiées et renoncer à tout projet qui n'y serait pas inscrit. La comparaison des cinq versions du second ordre de mission donne à lire les différentes étapes de la rédaction du document.

Contenu de la mission Francis n° 2 – Etats successifs

Texte du 3 mars	Texte du 4 mars	Projet mission Fr.	Mission Francis n° 2	Final 13 mars
A	A	COH	F	F
B	+COH	A	A détaillée	A
F	+T	B	T	T
L	B	RV	PHX ZO	PHX ZO
R	F	R	B	RV
RV	R	+LN	R	R
	RV	F		

A: mission de renseignement

B: mission d'étude

F: fin de toute activité politique au nom du Général de Gaulle

R: Francis est sous les ordres de Rex

RV: mission de Ravitaillement et d'Agriculture pour la Libération

T: mission Triangle (renseignements militaires) adjointe au réseau Phalanx

COH: Francis assure la coordination des réseaux Phalanx et Cohors

LN: Francis est libre pour ses activités à Libération-Nord et au MOF

PHX-Z.O.: Développement d'une branche indépendante Phalanx Z.O.

La seconde mission de Christian Pineau fait donc l'objet d'une mise au point méticuleuse, dont l'élaboration n'a sans doute pas été aisée, si l'on en juge par le nombre de rédactions successives qu'elle a nécessité¹⁹. Une première ébauche retient, en les séparant, deux domaines d'activité: le renseignement et l'étude. Elle met ainsi – point essentiel! – un terme à la mission politique d'avril 1942. Pour le reste, l'action de Francis est inscrite, de manière précise et rigoureuse, dans un organigramme de décision établissant une stricte hiérarchie entre Jean Moulin et Christian Pineau d'une part et entre Jean Cavallès et Christian Pineau d'autre part. Ce dernier doit en définitive renoncer à une bonne part de ses projets initiaux et rentrer dans le rang. Londres impose ses priorités, même s'il apparaît, à travers les cinq versions disponibles, d'importantes fluctuations dans les termes de la mission reflétant l'évolution des rapports de force au cours des négociations.

Dans la première rédaction, les deux volets – renseignement et étude – sont mis en avant, aussitôt suivis par la limitation stricte des contacts politiques de Christian Pineau et son

19 B.C.R.A. 43, réseau Phalanx, pièces 20 à 26.

enserrement dans une hiérarchie qui ne tolère aucun débordement. Face à cette présentation restrictive, la seconde version insiste sur l'étendue conférée à sa mission de renseignement en y adjoignant celle de Triangle et les transmissions, donc le centre vital, de Cohors. La troisième mouture souligne d'emblée cette dépendance de Cohors, donc de Jean Cavaillès, vis-à-vis du chef de Phalanx, qui obtient en plus la possibilité de reprendre sa place au sein de Libération-Nord, même si les activités politiques liées à cette fonction restent étroitement subordonnées à l'approbation de Rex. Le quatrième texte, reflétant un brusque affaiblissement de la position de Francis, met à nouveau en exergue la fin de sa mission de 1942 et des initiatives politiques qu'elle lui permettait de prendre. Alors que ni le mouvement Libération-Nord ni le réseau Cohors ne sont plus évoqués comme champ d'action, Francis se voit invité à développer, en zone occupée, son propre réseau Phalanx, sans opérer de prélèvements sur des organisations déjà existantes. La rédaction finale ne fait que reprendre ces éléments, en les formulant de manière moins cassante. Il en ressort clairement que le point essentiel est l'annulation de la mission politique proprement dite et le recentrage des activités de Francis sur le renseignement, notamment militaire, que Londres souhaite renforcer. Manifestement conçue en guise de consolation, la mission de préparation du ravitaillement de la France après la Libération, qui contient en germe la promesse de responsabilités plus hautes dans ce domaine, présente l'avantage d'allier l'autonomie consentie à des possibilités de contrôle accrues du fait même de la concentration des énergies sur un objectif déterminé. Au terme de cette mise au point, Jean Cavaillès, arrivé à Londres le 24 février 1943, repart investi de la reconnaissance de la France libre de sa qualité de chef de Libération-Nord, à laquelle s'ajoutent deux missions, l'une, technique, de sabotage, l'autre, d'inspection²⁰. Concernant le Mouvement, Jean Cavaillès souhaite réorienter ses activités vers les domaines d'action qu'il juge les plus nuisibles à l'envahisseur, à savoir l'organisation de groupes paramilitaires, d'Action Immédiate et de sabotage. Au delà des relations rivales ou conflictuelles entre les hommes, deux conceptions de la Résistance s'affrontent dont les présupposés divergent dès le départ. Jean Cavaillès et ses amis mettent en pratique l'idée que la Résistance est un combat inscrit dans le présent, qui doit être offensif, agressif et extraordinaire, au sens propre du terme. Pour Christian Pineau et ses amis, il s'agit avant tout d'un combat politique – dans la continuité des luttes syndicales – qui oppose la défense de la démocratie et des valeurs républicaines à la tyrannie qui s'exerce sous le couvert du fascisme. Cette forme de résistance, défensive, qui met l'accent sur une interprétation politique de la guerre, inscrit ses idéaux dans un horizon qui dépasse la libération du territoire et se projette dans l'avenir. Les deux combats, même s'ils ne se situent pas au même niveau de réalité, sont parfaitement complémentaires et non antagonistes. Mais au sein de Libération-Nord, la position majoritaire relève plutôt de la seconde conception, sans doute parce qu'elle se trouve plus en conformité avec les traditions socialistes et syndicalistes de lutte politique. Jean Cavaillès, ne parvenant pas à asseoir suffisamment son autorité, est contraint de quitter le Comité directeur du mouvement au mois de juillet 1943, avant d'être arrêté le 28 août.

L'organisation militaire du Mouvement²¹

Libération-Nord dont la vocation première fut d'abord la propagande politique et, parallèlement, la reconstitution clandestine des structures syndicales et socialistes ébranlées par la guerre, se transforme, à partir de 1943, en organisation de combat, pourvue de groupes

20 Il s'agit de la mission Ramier, confiée à Yves Rocard, qui consiste à examiner les installations allemandes de radio-phare afin d'en reconstituer les principes et de pouvoir les brouiller.

21 Cf. Alya AGLAN, Comment Libération-Nord a-t-il intégré la lutte armée dans sa stratégie?, in: François MARCOT (dir.), La Résistance et les Français. Lutte armée et Maquis. Actes du colloque

paramilitaires dans la plupart des départements où le mouvement est implanté. Si la lenteur des progrès de cette organisation militaire, sous l'égide du colonel Zarapoff, est maintes fois soulignée, voire raillée, par Londres, ils n'en demeurent pas moins le résultat d'un effort volontariste dont Jean Cavallès et son adjoint Jean Gosset figurent parmi les principaux initiateurs. Jusqu'au début de l'année 1944, les envoyés de Londres ne prennent nullement au sérieux les troupes de Libération-Nord²². Celles-ci souffrent en effet de deux maux persistants dans l'histoire des relations entre la Résistance Intérieure et la France libre: la rivalité avec les troupes de l'OCM, puissant homologue de zone Nord qui a, de manière bien plus précoce, concentré ses énergies dans le domaine paramilitaire et la tendance marquée de la direction de Libération-Nord au gonflement d'effectifs déclarés²³, pratique courante pour obtenir de Londres armes, subsides et responsabilités militaires régionales dans le cadre de la mise en place de la hiérarchie de l'Armée secrète²⁴. D'autant que Libération-Nord nourrit, dans ses relations avec l'A.S., une certaine ambivalence, répugnant au versement de ses effectifs dans une organisation militaire commune, déterminé au contraire à ne renoncer ni au contrôle de ses troupes, ni au bénéfice – réel ou symbolique – de la constitution de ces dernières. Le rapport du 31 mars 1944, signé par Henri Ribière, exprime avec netteté l'état d'esprit de la direction de Libération-Nord à propos de sa participation à la constitution de l'Armée secrète: »Nous avons fait«, écrit-il, »tout ce qu'il nous est possible pour conserver l'indépendance de notre organisation, car nous voudrions avoir, pour demain, un appareil militaire sur lequel nous voudrions nous appuyer le cas échéant«²⁵. Dans l'éventualité d'une tentative de prise de pouvoir par les communistes, Libération-Nord tient à conserver le contrôle de ses troupes ruinant de par là même les efforts de coordination et d'efficacité des délégués de la France libre. Ceux-ci ne parviennent pas à obtenir, comme en zone Sud, la fusion des budgets militaires, préliminaire au rassemblement des troupes.

Cette indépendance matérielle se double de vues divergentes sur la question. Sur le plan de la conception de la préparation de l'Armée Secrète et du combat, le chef militaire de Libération-Nord défend une position originale. Pour lui, il s'agit d'une organisation en attente qui doit, d'une part, recevoir des armes en quantité suffisante sous peine de voir son crédit et son efficacité amoindris, voire réduits à néant, et, d'autre part, réserver son action à la période précise de la Libération du territoire qui doit être harmonisée avec les consignes de l'Etat-Major allié. Sans objectif véritablement offensif, elle doit »paralyser la défense des Allemands au moment de l'attaque des Alliés«, »favoriser cette attaque par des opérations combinées avec les Alliés« et surtout »assurer la remise en état de notre système politique et maintenir l'ordre«²⁶ afin d'éviter toute tentative de prise de pouvoir communiste.

international de Besançon – 15–17 juin 1995, Besançon 1996 (Annales littéraires de l'Université de Franche Comté) p. 107–117.

22 D'après les rapports de Passy et de Serreculles.

23 Ceux-ci, variant du simple au double, ne peuvent être plus précisément évalués. Une estimation haute serait de 13 000 hommes tandis qu'une estimation basse ferait état de 7000 hommes.

24 Les commandements militaires des sous-régions M2, M3, B1 puis P2 sont attribués à Libération-Nord.

25 Extrait du rapport de Gilbert (Henri Ribière), intitulé »Notre action«, daté du 31 mars 1944 (Archives nationales, 72 AJ/2).

26 Extraits de rapports du colonel Zarapoff.

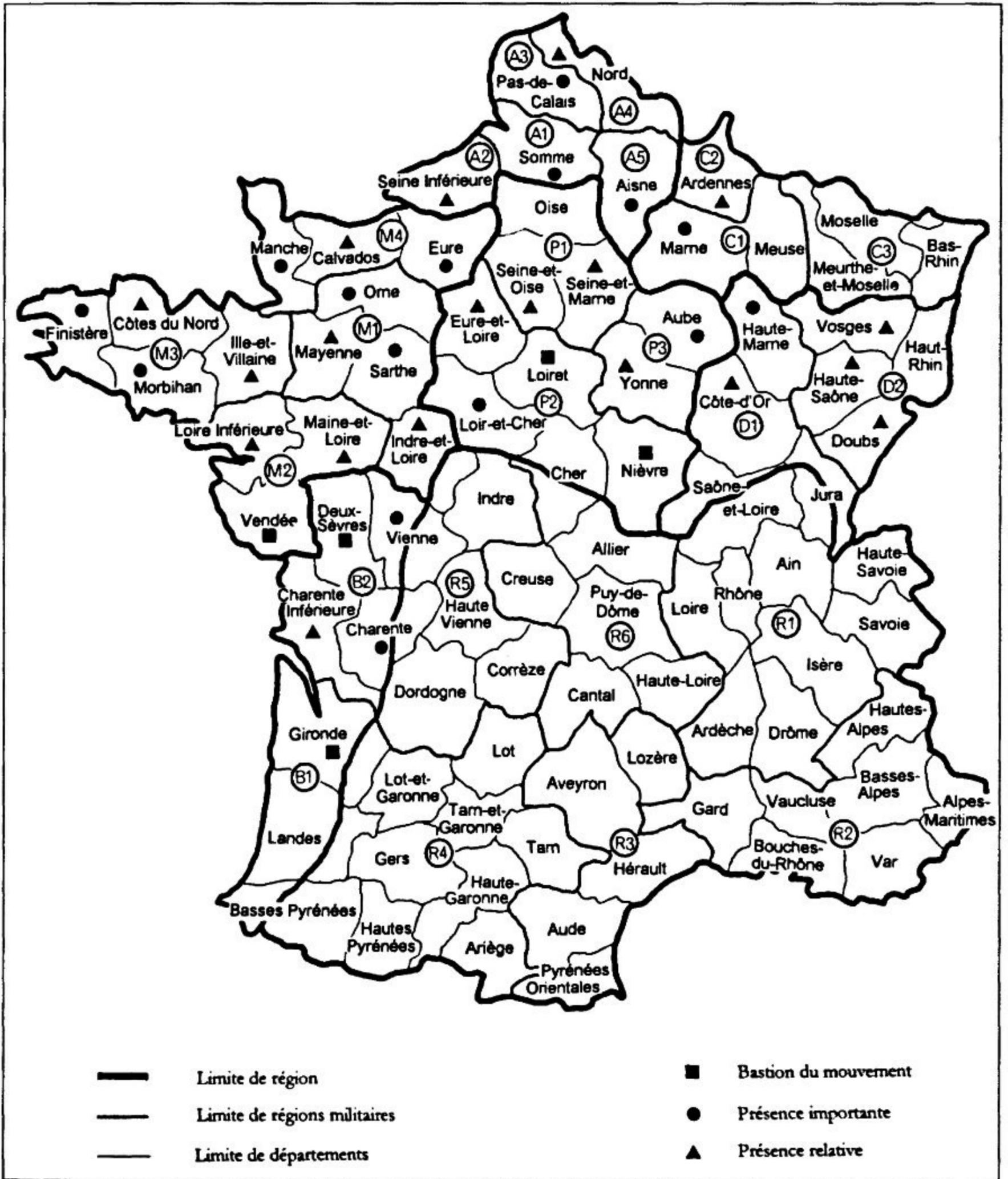
La présence stratégique dans les Comités de libération

Ce sont en effet les communistes qui sont les adversaires désignés de Libération-Nord, dès la fin de l'année 1943, quand les Comités départementaux de libération sont progressivement créés²⁷.

La présence des membres du Mouvement dans les Comités départementaux de Libération – sous autant d'étiquettes que de tendances affiliées au mouvement: CGT, CFTC, SFIO – donne à lire la géographie de la puissance de Libération-Nord à la fin de l'occupation. La représentation extensive du Mouvement dans les instances de la Libération est le but, très tôt exprimé, par la direction socialiste qui préconise un investissement méthodique des Comités départementaux et locaux, devenus les organes-clés de l'administration clandestine du pays pendant la période de la Libération, jusqu'aux premières élections. Leur rôle, au départ purement consultatif, s'étend considérablement au printemps 1944 puisqu'ils se voient investis de la tâche de conseil auprès des Préfets ainsi que de veiller à la mise en place des Conseils municipaux et des Conseils généraux qu'ils doivent, si nécessaire, compléter. Ils sont en outre chargés d'élaborer des listes de personnes dangereuses, de procéder aux premières arrestations de «traîtres» notoires et de prendre des mesures pour l'épuration des administrations. Les mouvements de résistance prennent rapidement conscience des enjeux de leur présence dans ces comités et, dès lors, engagent une âpre lutte pour y exercer une influence maximale. Les directives internes à Libération-Nord illustrent l'état d'esprit général. Dans le numéro de Libération du 18 juillet 1944, les lecteurs reçoivent la consigne formelle: «Formez partout des Comités locaux de la libération.» Le sens de ces injonctions est d'authentifier l'action passée du mouvement mais marque également, dans le présent et pour l'avenir, sa puissance, doublée de celle du Parti socialiste. Ce dernier diffuse, par l'intermédiaire du réseau socialiste Police et Patrie, dépendant de Libération-Nord, créé dans la Police nationale, des ordres similaires: «Sur le plan politique, attirez l'attention sur l'importance des Comités départementaux de la Libération, seule expression légale de la Résistance dans le cadre régional. Exigez votre place dans le bureau (noyau actif en zone sud). Envoyez pour siéger à ce Comité les plus dynamiques, les plus connus des nôtres. Ceux dont le nom est synonyme et symbole de courage tranquille, de persévérance, de fidélité, de désintéressement ...»²⁸. La volonté de prendre une place déterminante au sein de ces Comités est surtout motivée par le souci de ne pas laisser le Parti communiste, trop puissant, imposer ses vues. Car, dans la Résistance, celui-ci s'est illustré par une action beaucoup plus directe et offensive que le Parti socialiste, qui a refusé de constituer ses propres organisations de combat, préférant la lutte politique et l'action programmatique. A l'heure de la Libération, le parti socialiste doit, à travers Libération-Nord, faire valoir ses titres de résistance, si bien que celui-ci se voit rapidement investi de la tâche d'incarner la légitimité résistante du parti. Les CDL – notamment le Comité parisien de libération – deviennent un formidable terrain de lutte entre communistes et socialistes, accusés d'avoir, dans la Résistance, pratiqué l'attentisme. En zone Nord, Libération-Nord devient le fer de lance de l'offensive anticommuniste comme en attestent les nombreux procès verbaux de réunions des CDL. Ces jeux d'influence se compliquent des tiraillements internes au mouvement qui soupçonne certains militants d'«avoir subordonné l'action libé à l'action du

27 C.D.L. et C.L.L. sont créés par le Conseil national de la Résistance et placés sous son autorité pour coordonner les activités de la Résistance au plan local et départemental et donner leur avis sur les mesures à prendre à la Libération. Ils devaient refléter, par leur composition, les diverses tendances et organisations de résistance.

28 Extrait d'une circulaire, non datée, adressée aux secrétaires régionaux et départementaux du parti socialiste clandestin (documents Jean Straumann, Archives nationales, 72 AJ/71).



Libération-Nord et sa zone d'influence d'après le nombre de ses représentants dans les Comités départementaux de libération.

Parti²⁹ socialiste. Par l'alliance de ses multiples composantes politiques, Libération-Nord voit sa puissance démultipliée. Là où l'entente entre les personnes est bonne, le mouvement peut prétendre exercer une influence décisive grâce au nombre de ses représentants, siégeant tantôt sous l'étiquette CGT, CFTC, SFIO ou Libé-Nord, formant un véritable champ de forces mouvantes. Un examen approfondi des listes des membres des CDL de zone Nord permet une évaluation de l'influence de Libération-Nord. Celle-ci est considérable dans cinq départements (Vendée, Nièvre, Gironde, Deux-Sèvres et Loiret) qui constituent les bastions du mouvement à la fin de la guerre.

Trois types de facteurs expliquent la présence parfois écrasante de Libération-Nord dans certains départements et sa représentation plus faible dans d'autres: 1) la présence d'autres mouvements de résistance dans le même département, 2) l'implantation de la SFIO d'avant-guerre, 3) les points d'ancrage de la résistance syndicaliste. Tout d'abord, la rivalité avec les autres mouvements de Résistance freine logiquement l'implantation du dernier Mouvement venu. Dans les départements du Nord, par exemple, la vigueur de l'organisation de l'OCM gêne l'expansion de Libération-Nord figurant pourtant parmi les bastions socialistes avant la guerre. Dans les départements de la Seine, de la Gironde et de la Somme, le mouvement profite de la présence de la SFIO avant la guerre. A l'inverse, dans l'Aisne, la Haute-Marne ou les Ardennes, Libération-Nord développe ses propres assises qui fournissent au parti les bases de sa reconstitution d'après-guerre. Comme le souligne Marc Sadoun: «A la Libération, la SFIO augmente considérablement ses effectifs en Bretagne, dans le Pas-de-Calais, la Somme, le Loiret où le CAS (Comité d'action socialiste) et Libération-Nord étaient particulièrement vivants³⁰. Les lignes de force de la résistance syndicaliste contribuent également à dégager une relative cohérence de la géographie de l'implantation du Mouvement. En superposant les cartes représentant l'implantation de la SFIO en 1938, ainsi que l'évolution de celle-ci entre 1938 et 1945, avec la carte des correspondants du Comité d'Etudes Economiques et Syndicales et celle des régions où les syndicalistes chrétiens se déclarent résolument hostiles à la Charte du Travail, certains départements apparaissent au centre d'une triple convergence SFIO-CGT-CFTC: les départements du Nord, de la Bretagne, qui connaissent la plus forte progression d'adhésions à la SFIO entre 1938 et 1945, et l'Ouest. Dans la Nièvre, la Loire-Inférieure, la Charente-Maritime, ainsi que dans le Morbihan, la participation des correspondants CGT du Comité d'Etudes semble déterminante. L'apport des chrétiens se fait plus nettement sentir dans la Haute-Marne et l'Aube – dans la région Champagne de manière générale, à l'exception de la Marne – ainsi qu'en Bretagne et dans l'Ouest. Seule la conjonction de ces trois forces peut expliquer, de manière à peu près satisfaisante, la configuration de la zone d'influence du Mouvement d'après la composition des CDL. Si aucune composante n'impose, à elle seule, le tracé des lignes du Mouvement, en revanche, la présence de certaines personnalités a pu jouer, sur le plan local, un rôle dont l'importance est avérée quoique difficilement mesurable. A titre d'exemple, dans la Nièvre, l'action du syndicaliste CGT Marcel Marcelot, jointe à celle des socialistes Jean Lhospied et Pierre Gauthé a été déterminante, tout comme celle de Grasset, secrétaire fédéral de la SFIO d'avant guerre et militant blumiste ou d'André Pantigny dans le Pas-de-Calais. La «mouvance» Libération-Nord qui se dessine traverse en définitive – en même temps qu'elle regroupe – le Parti socialiste, le Parti radical socialiste, la CGT et la CFTC. Au sein du CNR, les mêmes alliances permettent à Libération-Nord une relative sur-représentation, chaque composante y étant présente à la fois pour son propre compte et pour celui du Mouvement dans son intégralité. Louis Saillant, membre du bureau, y siège au titre de la CGT,

29 Extrait du rapport d'Henri Henneguëlle, instituteur socialiste responsable du mouvement dans le Nord, daté du 31 mars 1944 (Archives nationales, 72 AJ/3).

30 Cf. Marc SADOUN, *Les socialistes sous l'occupation*, p. 266.

Gaston Tessier pour la CFTC tandis que Charles Laurent puis Henri Ribière y représentent le Mouvement. Le Comité d'action socialiste délègue, de son côté, Daniel Mayer, proche de Libération-Nord sans en être membre à part entière³¹.

Loin de voir son action décliner à la Libération, Libération-Nord intensifie ses efforts et persévère dans son organisation qui est renforcée. Dans la véritable explosion journalistique que connaît la période, le journal du Mouvement essaime, entre septembre 1944 et avril 1947, en province, sous des titres divers: Libération-Champagne dans l'Aube, L'Union dans la Marne, La Nouvelle République à Tours, La République du Centre à Orléans, La Nièvre libre à Nevers, Paris-Normandie à Rouen entre autres. En région parisienne, Libération-édition de zone Nord devient le quotidien Libération-Soir, qui souffre bientôt de la reapparition d'un concurrent direct: Le Populaire de Paris, journal socialiste. L'ambition clairement affirmée de Libération-Soir consiste à la fois à défendre les projets mûris dans la clandestinité concernant la société à reconstruire tout en assurant la survie du Mouvement dont il serait le porte-voix. Jouant la continuité, le premier numéro de Libération-Soir, daté du 12 septembre 1944, porte le numéro 191 pour souligner la filiation avec l'hebdomadaire clandestin. Un éditorial de première page définit la vocation du nouveau journal: »Libération-Soir est l'organe de ce grand mouvement qui n'est pas et ne sera pas un parti politique, mais dont l'ambition est d'être à la fois l'animateur et le ciment de ce vaste rassemblement des partis épurés, renouvelés ou forgés par la Résistance ...«³². Les aspirations de Libération-Nord rejoignent celles des autres mouvements de résistance qui tentent de se maintenir en fusionnant comme le Mouvement de Libération Nationale (MLN) afin de tenir le rôle public qui, de leur point de vue, leur incombe. Jean Texcier, rédacteur en chef du nouveau journal, décrit la métamorphose qui s'opère: »Dans notre Paris, hier encore si figé et si vide ... Nos petites feuilles clandestines sont maintenant de grands journaux qui se crient dans les rues, s'étalent dans les kiosques ... Les mouvements de résistance tiennent boutique. Comme aux plus beaux jours des périodes électorales Libération-Nord, le MLN, le Front National, l'OCM, Ceux de la Libération-Vengeance, Ceux de la Résistance ouvrent des permanences, installent des centres et des bureaux de recrutement«³³. L'intense activité déployée par toutes les organisations résistantes immédiatement après la libération de Paris prend sa source dans la conviction partagée d'être »l'expression de fait de la volonté nationale«³⁴. Comme le souligne Jean Texcier dans la suite de son éditorial, cette effervescence a de quoi désorienter les esprits: »Certains se demandent ce que signifie cette politique d'enrôlement en masse à l'instant même où la Résistance, ayant presque atteint son but, la libération de la France, devrait logiquement se démobiliser«³⁵. Pour la plupart des résistants, la volonté des Mouvements de perpétuer leur action, loin d'être choquante, est parfaitement légitime. Libération-Nord a, durant ces années de combat, été amené à forger des »armes idéologiques«, un programme et une réflexion politiques qui explorent tous les aspects de la société démocratique moderne. »Les résistants«, écrit Jean Texcier, »ont gardé de ces années le goût et le désir de se mêler à la vie publique dont ils ont fait l'apprentissage clandestin«³⁶. Libération-Nord, comme les autres mouvements, refuse de se transformer en parti politique, non seulement parce que le modèle est jugé dépassé mais aussi parce qu'il amènerait une rupture de la fraternité résistante. La seule possibilité de conserver à la communauté résistante son ciment sans en faire

31 Comme il déclara lors de l'entretien du 22 février 1994: »Je ne suis pas membre de Libé-Nord mais cela me ferait beaucoup de peine si vous me disiez que je n'y étais pas.«

32 Cf. Libération-Soir, 12 septembre 1944, n° 191 (collection Bibliothèque nationale).

33 Cf. Libération-Soir, 22 septembre 1944, n° 200.

34 Ibid.

35 Ibid.

36 Cf. l'article intitulé »Ambitions légitimes«, Libération-Soir, 24 septembre 1944, n° 202.

une association d'anciens combattants est d'opter pour l'union avec les partis politiques. »On se plaît à imaginer l'esprit de la Résistance circulant partout« rêve Jean Texcier³⁷.

L'Union Travailleuse voit le jour, annoncée dans les colonnes de Libération-Soir, le 29 novembre 1944. Le but affiché est de soutenir les efforts du gouvernement provisoire pour parvenir à la réalisation du programme du Conseil National de la Résistance (CNR). Présentée comme une ligue civique, rassemblant, en une vaste fédération, des partis, des organisations et des citoyens, elle offre l'avantage de préserver l'indépendance du Mouvement tout en renforçant son influence grâce aux alliances externes. »A la base de Libération-Nord, comme à la base de l'Union Travailleuse, il y a des affinités électives. Demain, elles seront électorales« insinue Jean Texcier³⁸. Là se situe le paradoxe: sans vouloir être un parti politique, l'Union Travailleuse a les desseins électoraux de la gauche non communiste, unie autour d'une plate-forme qui se confond avec le programme du CNR. Si le Mouvement a successivement refusé d'adhérer aux Mouvements Unis de la Résistance (MUR) puis au MLN, c'est en raison de sa fidélité au Parti socialiste d'une part et d'autre part à cause de la défiance naturelle des syndicats envers tout ce qui pourrait aliéner leur indépendance. Le grand mouvement de zone Nord, l'OCM constitue le premier noyau de l'Union Travailleuse. Cette union est dite »travailleuse« plutôt que »socialiste« afin de rendre possible le rapprochement esquissé en direction des chrétiens – qui tiennent une position pivot sur l'échiquier politique de l'après-guerre – tout en se référant au modèle britannique d'une gauche non marxiste, alliée des Trade-Unions. Aussitôt créée, elle doit se défendre de poursuivre une stratégie anticomuniste comme le lui reprochent ses adversaires.

Parallèlement, Libération-Nord entend conserver sa propre autonomie en développant des activités en direction de la jeunesse. »Jeunesse-Libération« est lancé en même temps que l'Union Travailleuse. Cette nouvelle branche du Mouvement se propose de »sauver« la jeunesse en la prenant pour cible privilégiée de propagande, le but inavoué étant de drainer vers le Parti socialiste nombre d'adhérents attirés par l'aura de Libération-Nord. Ce sont précisément les ambiguïtés de départ concernant la finalité de l'action de l'Union Travailleuse qui sont à l'origine de son échec et de sa dilution dans l'UDSR, lorsque Libération-Nord décide, le 24 juin 1945, d'y adhérer. Cette décision fait voler en éclats l'unité interne du Mouvement car les syndicalistes refusent l'intégration à l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance³⁹. Présent en nombre au Comité directeur de l'UDSR en 1945, Libération-Nord n'a plus aucun représentant au sein du bureau national en 1947. L'illusion d'une résistance présente, sans être un parti, au cœur du paysage politique se dissipe rapidement. Le Mouvement se tourne alors, sans cacher ses déceptions, vers une vie associative recentrée sur ce qui a été une expérience unique: la Résistance.

Les difficultés que connaît Libération-Nord après la guerre, semblent d'emblée inscrites dans le caractère duel de son identité. Le Mouvement doit en effet concilier deux positions de départ qui paraissent contradictoires. D'un point de vue externe, Libération-Nord est une organisation politique réalisant l'alliance des syndicalistes chrétiens et confédérés avec le parti socialiste clandestin, soucieux d'affirmer leur présence – à la fois collective et individuelle – dans la résistance à l'occupant et au gouvernement de Vichy. D'un point de vue interne, Libération-Nord fait œuvre de propagande à l'endroit de ses propres troupes qu'il a pour vocation d'éduquer et de former au civisme, produisant ainsi un discours générateur d'une véritable identité du Mouvement. Cette pédagogie à usage interne permet de forger

37 Cf. Libération-Soir, »La mission de la Résistance«, 29 septembre 1944, n° 206.

38 Cf. Libération-Soir, »Affinités«, 29 novembre 1944, n° 256. L'annonce officielle de constitution de l'Union Travailleuse est faite lors de l'assemblée de Clichy, le 17 décembre 1944, qui réunit près de 250 délégués de Libération-Nord.

39 L'Union démocratique et socialiste de la Résistance rassemble, en août 1945, outre Libération-Nord, le MLN, l'OCM, CDLR, Combat Outre-Mer, Libérer et Fédérer, la SFIO et Jeune République.

volontairement, de l'intérieur, la cohésion du groupe qui, par ailleurs, encourage et gère la diversité la plus extrême. L'essence politique du Mouvement se lit à la fois dans ses choix et ses modalités d'action mais également dans sa propre représentation de lui-même, ainsi que dans son aptitude à se projeter dans l'avenir. De l'écart entre ces deux positions naissent les hésitations continuelles d'une organisation sans cesse traversée par des forces centrifuges. Les composantes syndicalistes et socialistes qui structurent le Mouvement mènent parallèlement une vie autonome et préservent leurs propres intérêts, en dehors de celui-ci. Plus qu'une alliance politique guidée par les circonstances et plus qu'une simple et éphémère organisation de combat, Libération-Nord tente de tenir l'impossible ligne médiane entre le versant utopique de la Résistance, prêt à enfanter une société entièrement nouvelle, et le versant politicien pour lequel la clandestinité sert de bain de jouvence et de tremplin pour l'avenir.